



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle - Aquitaine**

**Arrêté préfectoral Mines/2020/04  
Société TOTAL E&P France – Déclaration d'arrêt définitif des puits Le Lanot 1, Le  
Lanot 2, du manifold MC14 et du réseau de collectes associé jusqu'à l'entrée du  
Manifold MC04bis**

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code minier et notamment l'article L163-1 et suivants ;

**VU** le décret 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains et notamment l'article 43 et suivants ;

**VU** le décret 2018-434 du 4 juin 2018 portant diverses dispositions en matière nucléaire et notamment le chapitre V ;

**VU** le décret du 25 août 1967 accordant à la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA) la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession de Meillon », pour une durée de 50 ans et sur une superficie de 316 km<sup>2</sup> ;

**VU** le décret du 29 janvier 1973 portant la superficie de la concession de Meillon à 357 km<sup>2</sup> ;

**VU** le décret du 24 août 1976 autorisant la mutation de la concession de Meillon au profit de la Société Nationale Elf-Aquitaine Production (SNEAP) ;

**VU** l'arrêté du 2 septembre 1999 autorisant la mutation de la concession de Meillon au profit de la société Elf Aquitaine Exploration Production France (EAEPF) ;

**VU** le changement de dénomination survenu le 26 mai 2003 : la société EAEPF devenant Total Exploration & Production France (TEPF) ;

**VU** le plan de gestion global des terres impactées issues des sites TEPF transmis le 25 mai 2018 ;

**VU** la demande du 3 janvier 2019 et complétée le 16 mai 2019, présentée par TEPF à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de transit et de traitement de terres polluées située sur la commune de LACQ ;

**VU** la déclaration d'arrêt définitif des travaux (DADT) transmise par la Société Total E&P France le 22 juillet 2019 ;

**VU** l'avis de recevabilité établi le 16 octobre 2019 par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

**VU** la consultation des services et des conseils municipaux des communes d'Aressy, de Bizanos et de Mazères-Lezons ;

**VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 31 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier établi par la société Total E&P France présente des garanties nécessaires de prévention des risques miniers mais qu'il convient de compléter les dispositions prévues notamment pour ce qui concerne la remise en état des terrains d'emprise des puits Le Lanot 1, Le Lanot 2 et du manifold MC14 ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Objet**

L'arrêt des travaux miniers des puits Le Lanot 1 (LLT1) et Le Lanot 2 (LLT2), du manifold MC14 et du réseau de collectes associé jusqu'à l'entrée du Manifold MC04 bis, est réalisé conformément aux mesures décrites au dossier de déclaration d'arrêt définitif des travaux référencé 2015-12-10\_MLN\_AD\_DAT\_LL1-2\_MEM\_V1 du 15 juillet 2019, complétées par les mesures prescrites au présent arrêté.

### **Article 2 : Réhabilitation des terrains d'emprise des puits LLT1-LLT2 et du manifold MC14**

L'exploitant réhabilite les terrains d'emprise des puits LLT1-LLT2 et du manifold MC14 pour un usage futur compatible avec la vocation de la zone au sens des règles d'urbanisme en vigueur sur les communes d'Aressy et de Bizanos, à la date de publication du présent arrêté.

Les travaux sont réalisés dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **2.1 – Démantèlement des installations et ouvrages**

Les installations, ouvrages, ainsi que les canalisations enterrées au droit des terrains d'emprise des puits et du manifold sont supprimés.

Les déchets générés par les travaux de démantèlement sont éliminés dans des filières dûment autorisées. Un état récapitulatif des déchets évacués du site ainsi que les bordereaux d'élimination sont joints au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

Les sédiments contenus dans les borbiers sont pompés et évacués vers une installation de traitement autorisée. Les eaux des borbiers sont gérées dans le respect des dispositions visées à l'article 2.8.

#### **2.2 – Contrôles complémentaires des sols après démantèlement**

L'exploitant réalise des contrôles complémentaires des sols après démantèlement complet des installations et des ouvrages de surface. Des analyses des terrains sous-jacents sont notamment réalisées sur des échantillons de sols prélevés au droit des emplacements des caves des puits, des borbiers, des séparateurs à hydrocarbures, ainsi qu'au droit des anciennes dalles et plates-formes bétonnées.

Le programme de reconnaissance de ces zones suit le même programme que celui mis en œuvre sur le site lors du diagnostic réalisé en 2014 (cf. rapport Burgeap du 3 octobre 2014).

Les résultats des contrôles complémentaires sont joints au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

#### **2.3 – Gestion des matériaux impactés par les hydrocarbures**

L'exploitant procède à l'excavation des matériaux présentant une concentration en hydrocarbures totaux égale ou supérieure à 2 000 mg/kg. Les matériaux excavés sont traités soit hors site, en filière de traitement agréée, soit sur site par des techniques permettant d'atteindre une concentration en HCT inférieure à 2 000 mg/kg.

Les matériaux concernés sont a minima ceux présents au droit des sondages listés dans le tableau ci-dessous et répertoriés sur le plan joint en annexe, ainsi que les sols impactés découverts dans le cadre des contrôles complémentaires visés à l'article précédent.

Zones d'impact	Sondages	Profondeur en m	Valeurs mesurées en mg/kg
----------------	----------	-----------------	---------------------------

Bourbier B1	PM15-2	2,6-3,5	60 000
	PM15-3	3,5-4,1	4 000
Bourbier B3	PM22-2	2-2,5	10 000
	PM23-2	2,1-3	6 500
Bourbiers B8-B9-B11	PM25-2	2,5-3,5	2 100
Bourbiers B4-B5-B6-B7-B12	PM26-2	2,5-3	3 300
	PM26T1-1	1,2-2,2	3 000
	PM26T1-2	2,5-3	2 200
	PM26T3-2	3,5-4	2 100
	PM28-2	1,8-2,8	13 000
	PM28T2-1	1,5-2,5	19 000
	PM29-2	0,5-1,5	3 100
	PM29-3	1,7-2,7	19 000
Cuves fioul et méthanol nord	PM30-3	3-3,5	2 400
	PM35-1	0,3-0,7	2 700
	PM36-2	0,7-1,7	2 800
	PM37-2	0,8-1,8	4 500
Cuve fioul sud-ouest	PM10-2	1,3-1,9	5 700
Torche	PM18-1	0-0,4	3 100

Des analyses libératoires sont réalisées selon les normes en vigueur sur des échantillons de sols prélevés en fond de fouilles et sur les parois des excavations afin de s'assurer que les concentrations résiduelles moyennes sont après excavation au maximum de 2 000 mg/kg en HCT.

Les résultats des analyses libératoires sont joints au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

#### 2.4 – Gestion des matériaux impactés par les métaux

Les matériaux présentant des concentrations en métaux supérieures aux valeurs ci-dessous, correspondant à la borne haute des anomalies modérées du référentiel Aspitet, font l'objet de mesures de gestion.

Hg	Cr	Cu	Ni	Cd	As	Pb	Zn
2,3	150	65	130	2	60	100	250

Les matériaux concernés sont ceux présents au droit des sondages listés dans le tableau ci-dessous, ainsi que les sols impactés découverts dans le cadre des contrôles complémentaires visés à l'article 2.2.

Zones	Sondages de référence / profondeurs (m)	Valeurs mesurées (mg/kg)
Bourbier B1	PM15-2* 2,6-3,5	Cr : 530
Bourbiers B8-B9-B11	PM25-2* 2,5-3,5	Cr : 220
Bourbiers B4-B5-B6-B7-B12	PM26-2* 2,5-3	Cr : 270
	PM26T1-1* 1,2-2,2	Cr : 200, Pb : 180 Zn : 310
	PM28T2-1* 1,5-2,5	Cr : 310, Pb : 270
	PM29-2* 0,5-1,5	Cr : 290, Cu : 180 Pb : 460, Zn : 470, Hg : 3,7
	PM29-3* 1,7-2,7	Cr : 490, Pb : 320 Zn : 270
	PM30-3* 3-3,5	Cr : 170
	PM26T3-1 3-3,5	Cr : 250
	PM23T3-2 3,5-4	Cr : 290
	PM27-1 0-1	Cr : 250, Pb : 270
	PM27-2 1,5-2	Cr : 180
	PM28-1 0-1	Cr : 160, Pb : 200
	PM30-1 0-0,8	Cr : 440
	PM30-2 1,5-2,5	Cr : 190
Merlon limite est	M1A	Cr : 340, Cu : 73 Pb : 360, Hg : 3,1
	M4	Cr : 190, Pb : 120
Stock de terre nord-ouest	M6	Pb : 150
	M7	Pb : 120
Tête de puits LTT1	PM31-1 0-0,7	Pb : 110
	PM32-1 0-0,6	Pb : 120, Zn : 380
	PM34-1 0-0,4	Zn : 260
Cuves fioul et méthanol nord	PM35T1-1 0,1-0,8	Pb : 140, Zn : 440
	PM38-1 0-0,6	Zn : 290

Cuve fioul sud-ouest	PM10T1-1	Cu : 290
Transformateur	PM39-1 0-0,4	Pb : 110, Zn : 370
	PM40-1 0-0,2	Zn : 280
-	PM41-1 0-0,4	Pb : 130, Zn : 470

\*sondages concernés également par le traitement des HCT

Le maintien sur site des matériaux concernés sous une couche de terres non impactées tel que proposé au dossier sus-visé est autorisé aux conditions suivantes :

- les matériaux ne sont pas lixiviables (les valeurs de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes seront prises en référence),
- le recouvrement des matériaux est réalisé par une couche de terres non impactées d'au moins 50 cm d'épaisseur,
- des mesures sont prises afin d'assurer la traçabilité de leur présence sur site, un plan localisant précisément leur emplacement sur site est joint au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

Dans le cas contraire, ces matériaux sont éliminés dans une installation dûment autorisée.

## 2.5 – Gestion des sols impactés par des substances radioactives d'origine naturelle

Les sols ne doivent pas présenter de dangers pour les usagers futurs du site et pour l'environnement, en tenant compte du niveau de référence défini à l'article R1333-96 du Code de la santé publique.

Les terres et matériaux excavés qui sortent du site font systématiquement l'objet d'un contrôle afin de vérifier l'absence de contamination.

En cas de présence de sols impactés par des substances radioactives d'origine naturelle (activité dite NORM), ces sols sont gérés conformément au décret 2018-434 du 4 juin 2018 sus-visé.

## 2.6 – Gestion des matériaux excavés

L'entreposage temporaire sur site, avant traitement ou évacuation des matériaux impactés, doit être réalisé dans des conditions offrant toute garantie de protection de l'environnement et de prévention des pollutions accidentelles. Les mesures sont prises notamment pour éviter les envols de poussières et le contact des matériaux pollués avec les eaux de pluie. Les aires de stockages temporaires sont étanches et conçues pour récupérer les eaux de ruissellement.

Dans le cas d'un traitement sur site, l'exploitant définit et met en place un plan de surveillance afin de s'assurer de l'efficacité du dispositif de traitement mis en place et de l'absence d'impact du traitement pour l'environnement. Les résultats sont tenus à la disposition de la DREAL. Un bilan de la surveillance environnementale réalisée pendant les travaux est joint au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

Chaque lot de matériaux pollués expédiés vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Un état récapitulatif des quantités de matériaux évacués hors site est joint au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

## 2.7 – Comblement des fouilles

Les zones excavées sont comblées avec des matériaux compatibles avec l'usage retenu. Le volume de matériaux utilisé est limité au volume nécessaire pour ne pas créer de rehausse par rapport au terrain naturel.

Ces matériaux peuvent être :

- d'apports naturels extérieurs au site (matériaux de carrière, terre végétale...),
- issus du site et provenant de zones non impactées,
- issus du site en provenance de zones impactées à la condition qu'ils respectent les exigences définies aux articles 2.3 et 2.4 du présent arrêté,

- des matériaux issus du centre de traitement de terres de TEPF ayant fait l'objet du dossier de demande d'autorisation susvisé, dès lors que l'installation aura été autorisée et que le plan de gestion global des terres de TEPF susvisé aura été validé,
- des terres végétales et matériaux de carrière issus de zones non impactées des plates-formes des puits Mazères 6 et Le Lanot 4-5 aux conditions suivantes :
  - les terres et matériaux sont exempts de traces de pollutions organiques,
  - pour ce qui concerne les éléments traces métalliques, les teneurs mesurées respectent les valeurs seuils de niveau 1 du « *Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement d'avril 2020* ».

Un état récapitulatif de la nature de la qualité et des quantités de matériaux de comblement utilisés en zone saturée et non saturée est joint au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

## **2.8 – Gestion des eaux**

L'exploitant met en place, pendant toute la durée des travaux, un traitement approprié afin que les caractéristiques des eaux rejetées, notamment les eaux des bassins et bourbiers, les eaux de fond de fouille des zones excavées, ainsi que les eaux pluviales pouvant ruisseler sur les zones d'entreposage temporaire des terres sur le site, permettent au milieu récepteur de satisfaire les objectifs de qualité qui lui sont assignés.

L'exploitant met en place une surveillance de ces rejets aqueux dans le milieu superficiel (débit, volume, concentration des principaux polluants...) afin de s'assurer de l'efficacité du traitement mis en place. Une synthèse de cette surveillance est versée au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

Préalablement aux opérations, l'exploitant doit obtenir les autorisations du (des) propriétaire(s) du (des) fossé(s) situés entre le point de rejet et le premier écoulement naturel. Le rejet ne doit pas conduire à un débordement ou une dégradation des fossés.

Un contrôle des eaux et des sédiments du fossé récepteur est réalisé après les travaux. Les résultats de ce contrôle sont versés au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

## **2.9 – Accès au site**

L'exploitant prend les dispositions pour interdire de façon efficace l'accès au site par les personnes non autorisées jusqu'à la fin effective des travaux de réhabilitation.

### **Article 3 : Abandon du réseau de collectes situé entre les manifolds MC14 et MC04 bis**

Le réseau de collectes situé entre le manifold MC14 et le manifold MC04 bis est abandonné en respectant les mesures suivantes :

- les collectes contaminées par des substances radioactives d'origine naturelle (activité dite NORM), sont abandonnées en respectant les dispositions du décret 2018-434 du 4 juin 2018 sus-visé,
- les tronçons du réseau présentant des profondeurs d'enfouissement non compatibles avec les futurs usages sont retirés du sol,
- les ouvrages de surface situés le long du tracé sont supprimés,
- les propriétaires fonciers concernés sont informés par courrier de l'arrêt définitif et de l'abandon des collectes.

Les travaux sont réalisés dans un délai de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté. Dans le cas où les mesures prévues au dossier sus-visé ne pourraient être mises en œuvre dans ce délai, l'exploitant devra en informer au préalable le préfet en justifiant les raisons du retard, et en précisant la date effective de réalisation des travaux liés à l'abandon du réseau de collectes.

Un rapport précisant les travaux réalisés est joint au mémoire de fin de travaux visé à l'article 6.

### **Article 4 : Information des propriétaires fonciers**

L'exploitant transmet aux propriétaires des terrains concernés par des travaux de réhabilitation les documents attestant de la remise en état de ces terrains pour l'usage retenu.

### **Article 5 : Rétrocession des ouvrages et installations minières**

## **5.1 – Ouvrages hydrauliques**

Si cela est techniquement possible, la société TEPF peut remettre aux collectivités intéressées ou aux établissements publics de coopération intercommunale compétents, les installations hydrauliques que ces personnes publiques estiment nécessaires ou utiles à l'assainissement, à la distribution de l'eau ou à la maîtrise des eaux pluviales. Les droits et obligations afférents à ces installations sont transférés avec elles.

Dans la mesure où il n'y a pas de repreneur, l'ensemble des installations est définitivement arrêté et mis en sécurité par l'exploitant selon les modalités prévues au dossier sus-visé.

## **5.2 – Rétrocession d'installation et ouvrage minier**

Le repreneur éventuel d'installation ou d'ouvrage minier devra faire son affaire de l'obtention des autorisations requises découlant des dispositions législatives, réglementaires, administratives ou autres, nécessaires à la réutilisation des installations ou des ouvrages.

### **Article 6 : Mémoire de fin de travaux**

L'exploitant adresse au préfet, sous 6 mois après l'accomplissement des mesures prévues à la DADT complétées par celles du présent arrêté, un mémoire descriptif des travaux exécutés.

Le mémoire doit comporter la description précise des travaux réalisés et doit être accompagné de tous les justificatifs attestant de leur bonne exécution, notamment lorsque la vérification de ceux-ci n'est pas possible de visu.

Le mémoire comprendra notamment :

- un état récapitulatif des déchets évacués des sites, ainsi que les bordereaux d'élimination en application de l'article 2.1,
- les résultats des analyses complémentaires des sols réalisées en application de l'article 2.2,
- les résultats des analyses libératoires réalisées en application de l'article 2.3,
- le bilan de la surveillance environnementale réalisée pendant les travaux en application de l'article 2.6,
- le plan localisant précisément l'emplacement des matériaux impactés par les métaux en application de l'article 2.4,
- un état récapitulatif des sédiments ou terres impactés évacués du site avec les bordereaux d'élimination en application de l'article 2.6,
- un état récapitulatif de la nature de la qualité et des quantités de matériaux de comblement utilisés en application de l'article 2.7,
- la synthèse de surveillance des rejets des eaux en application de l'article 2.8,
- le rapport précisant les travaux réalisés sur le réseau de collectes en application de l'article 3,
- l'inventaire des ouvrages et installations rétrocedés, ainsi que l'ensemble des éléments du transfert, notamment les mesures prises pour assurer la sécurité, et l'attestation que le repreneur prend la responsabilité de l'installation ou l'ouvrage dans l'état où l'installation ou l'ouvrage se trouve alors,
- une analyse des risques résiduels justifiant que les terrains du site LLT1-2-MC14 sont compatibles avec l'usage retenu,
- la liste des propriétaires fonciers concernés par l'abandon des collectes ainsi que les courriers d'information qui leur ont été envoyés et les réponses reçues,
- les justificatifs d'acceptation de restitution des terrains établi avec les propriétaires fonciers des terrains ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation.

### **Article 7 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### **Article 8 : Publicité**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée, sera affiché dans

les mairies d'Aressy, de Bizanos et de Mazères-Lezons pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires.

**Article 9 : Copie et exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la société Total Exploration Production France.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Madame le Maire de la commune de Mazères-Lezons,
- Messieurs les Maires des communes d'Aressy et de Bizanos,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pau, le

Le Préfet

**ANNEXE**

